NOUVELLE REVUE THÉOLOGIQUE

64 N° 5 1937

Au seuil d'un Kulturkampf

Pierre DELATTRE

p. 449 - 472

https://www.nrt.be/fr/articles/au-seuil-d-un-kulturkampf-3574

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2024

AU SEUIL D'UN KULTURKAMPF

Le Pape a parlé.....

Jamais peut-être encyclique pontificale n'a été, en Allemagne, attendue, désirée, invoquée par les catholiques, comme celle qui vient de paraître : *Mit brennender Sorge*. Quiconque a voyagé et séjourné outre-Rhin assez longtemps pour s'y créer de sincères amitiés aura constaté comme nous, un peu partout, l'immense malaise créé dans les milieux catholiques par le silence prolongé que s'était imposé la papauté ; malaise encore accru par l'attitude réservée de la plupart des évêques (1), en face de la vigoureuse résistance opposée par les chefs de l'église évangélique confessionnelle.

Dans les milieux surtout où l'on expie, par une disgrâce qui touche souvent à la misère, de longs services rendus à la

(1) On a été il y a deux ans jusqu'à écrire sur la porte du palais épiscopal de Berlin cette sentence de l'Écriture : « *Canes muti non valentes latrare* » (Isaïe, 56, 10).

cause catholique dans la politique, l'administration, l'enseignement, les organisations catholiques, l'étonnement touchait au scandale. Et c'est à leur répondre sans aucun doute que le Pape s'attache quand il écrit : « La modération témoignée par nous, en dépit de tout, n'était pas inspirée par des considérations d'utilité terrestre, moins encore par une faiblesse inopportune, mais simplement par la volonté de ne pas risquer d'arracher, avec l'ivraie, quelques plantes précieuses; par l'intention de ne porter publiquement aucun jugement avant que les esprits n'en fussent venus à comprendre l'inéluctable nécessité de ce jugement; par la résolution de ne nier définitivement la loyauté d'autrui que lorsque l'irréfutable langage de l'évidence aurait arraché le camouflage sous lequel, systématiquement, on dissimulait l'assaut lancé contre l'Église ».

La justice veut qu'on y insiste : il a fallu très longtemps à des milieux étendus de catholiques allemands pour ouvrir vraiment les yeux sur le caractère essentiel du mouvement national-socialiste, sur ses inspirations profondes, sur ses buts réels. Tous les yeux sont-ils même ouverts ? Il est permis d'en douter. Humiliés dans leur orgueil national par la défaite et la révolution, contrariés dans leurs habitudes de vie large par une crise où ils persistent à dénoncer les conséquences des « réparations » et d'une conspiration des vainqueurs, des Allemands de toutes classes, de la jeunesse surtout, n'ont voulu voir, dans l'arrivée d'Hitler au pouvoir, qu'une restauration de l'ordre et de la paix sociale, que l'aurore d'une libération nationale. Rappelons les faits : ils établissent à l'évidence que si « au lieu de l'arc en ciel de la paix c'est l'orage des funestes luttes religieuses qui se montre à l'horizon de l'Allemagne », la faute n'en est ni à l'Église ni à son Chef, et pas davantage aux catholiques allemands. Certaines évocations sont douloureuses : elles ont du moins l'avantage de prouver que, persécutés aujourd'hui, les catholiques allemands le sont avec d'autant plus d'injustice qu'ils ont moins boudé la révolution nationale-socialiste à ses débuts. Aussi longtemps que l'activité des maîtres de l'heure ne sort point du domaine politique, admi-

nistratif, social même, ceux-là seuls ou à peu près esquissent l'avenir en traits noirs qui, ayant, de près ou de loin, joui pendant quatorze ans des avantages du pouvoir, s'en trouvaient violemment évincés. Il faut qu'enfin le jeu se découvre et qu'ouvertement l'on s'en prenne à la foi des enfants pour que s'atténuent chez les autres les avances ou les marques de la plus extrême bonne volonté.

En février 1933, fidèle à la tactique par laquelle, depuis des années, chaque fois que l'épiscopat dénonçait les dangers du national-socialisme, elle soulignait immédiatement, avec une étrange insistance, le péril du communisme, toute la presse catholique, de l'*Augsburger Postzeitung* à la *Germania*, en passant par la *Kölnische Volkszeitung*, salue l'avènement du nouveau régime. A Cologne, au lendemain des élections de mars qui donnaient aux hitlériens 17.265.823 voix contre 11.713.785 en novembre précédent, ce sont les organisations de jeunesse catholique qui, drapeaux et vicaires en tête, ouvrent le cortège triomphal où le parti national-socialiste fête sa victoire définitive... Quinze jours plus tard, au Reichstag, le parti du Centre lui-même capitule. Refusant de s'associer aux social-démocrates, il livre, pieds et poings liés, la nation allemande, ses institutions, son avenir, aux fantaisies du national-socialisme. Hitler demande les pleins pouvoirs pour une durée de quatre ans? Accordés. Ici encore l'élément ecclésiastique a dicté la conduite à suivre. Les députés du Centre ont raconté comment, dans les délibérations qui mûrirent cette décision, les plus influents opinaient pour le refus des pleins pouvoirs. « On ne saurait, disaient-ils, accorder aucune confiance aux promesses des chefs hitlériens; un concordat d'empire même sera un marché de dupes... » Mais les prélats Kaas et Lauscher interviennent. « La république française n'est devenue anticléricale que par l'opposition radicale des catholiques dès ses débuts... la révolution nationale-socialiste est avant tout allemande, nationale...; les milieux qui la conduisent sont tous d'origine démocratique...; leur déchaînement contre le communisme s'accompagne d'une volonté de reconstruction vraiment sociale, populaire, sur d'autres bases que le

marxisme... L'Église d'ailleurs reconnaît tous les régimes, elle collabore avec tous. Il ne faut pas fournir prétexte à dénoncer une fois de plus le catholicisme romain comme l'antagoniste du germanisme, un ferment intérieur de division et d'affaiblissement... Dans l'intérêt du catholicisme en Allemagne il faut faire dès maintenant le grand geste, accorder la confiance aux nazis... » Devant l'argument invoqué avec tant d'insistance par les prélats : « l'intérêt de l'Église », les laïcs s'inclinent, le cœur gros pourtant.

Les laïcs : entendons par là l'élément démocratique du Centre, car avec von Papen l'aristocratie est depuis longtemps gagnée aux idées de réaction. Toujours plus nombreux, ses membres ont depuis la guerre déserté le Centre dont, au christianisme près, les idées sociales leur semblent ne guère différer de celles de la social-démocratie. Des nationaux-socialistes ils n'attendent pas seulement un relèvement d'ordre international et politique, ils sont convaincus que l'éviction du marxisme signifie meilleur avenir social et moral. Ralliés à Hitler, plusieurs sont immédiatement nommés gouverneurs de province, préfets, etc... Est-il utile de souligner que, parmi les universitaires catholiques, la mentalité est à peu près identique ? Dans la hiérarchie même, un archevêque, Mgr Groeber, de Fribourg, et un évêque, Mgr Berning, d'Osnabruck, conseiller d'État de Prusse, sont résolument pour un essai loyal, et, dans la Conférence de Fulda, ils tiennent tête aux cardinaux Bertram et Faulhaber.

Au début de juillet, l'annonce quasi foudroyante de la conclusion d'un concordat d'empire semble donner raison aux optimistes. Encore sous l'influence de von Papen, qui, le faisant chancelier d'empire, a ainsi sauvé son œuvre, au moment où elle s'écroulait, écrasée de toutes parts par les dettes, déchirée intérieurement par les dissensions, Hitler a repris un projet vieux de plusieurs années, mais que les oppositions prussienne et social-démocrate ont toujours fait échouer. Von Papen, prié de mener rondement les négociations — car une reconnaissance officielle du gouvernement national-socialiste par le Vatican est seule capable d'imposer silence aux éléments anti-

catholiques du parti, — s'acquitte de sa mission avec une rare maestria. Jamais traité, jamais concordat surtout — ajoutez : dans de telles circonstances, — n'a été conclu avec une pareille célérité. Rome y voit-elle donc, comme jadis sous Léon XIII, une reconnaissance de sa souveraineté, un relèvement de son influence en Allemagne? ou bien le Pape veut-il opposer, sans retard, un obstacle aux instigateurs d'un Kulturkampf déjà déchaîné contre les israélites et contre les églises protestantes elles-mêmes? Toujours est-il que la nouvelle est accueillie, dans le monde catholique avec enthousiasme, dans les milieux nationaux-socialistes avec des frémissements de colère à peine contenus.

A Maria-Laach, l'union catholique des Akademiker — on comprend en Allemagne sous ce terme tous ceux qui ont fait des études universitaires — tient précisément alors (21-23 juillet) un congrès dont le thème est celui-ci « Quelle doit être l'attitude des catholiques en face du national-socialisme? » (Voyez *Schönere Zukunft*, 20 août 1933, p. 1131 suiv.). Cent cinquante membres y participent, et parmi eux beaucoup de personnalités : le gouverneur de la province du Rhin, Baron von Lüninck, le préfet de Cologne, zur Bonsen, plusieurs conseillers d'État, Dr. Fritz Thiessen, Wagner, Carl Schmidt, juriste de la couronne dans le parti national-socialiste. Soudain, von Papen paraît, débarquant d'un avion qui l'amène directement de Rome où il vient de signer le concordat d'empire. C'est du délire. On se croirait vraiment à la pose de première pierre d'un nouveau saint Empire romain de nationalité germanique voué à une lutte sans merci contre le bolchévisme et les sans-Dieu. Von Papen pourtant ne tait rien des appréhensions du Souverain Pontife. Pie XI « redoutant de s'engager, en face du monde catholique, dans une aventure » s'est seulement résigné à ne pas refuser son consentement. — « J'ai promis à Sa Sainteté, ajoute le vice-chancelier qu'Elle n'éprouvera du côté de l'Allemagne aucune déception; que cet acte au contraire modifiant enfin la position respective, trop souvent hostile dans l'ère libérale, de l'Église et de l'État, l'idée chrétienne servira désormais

de base à la reconstruction de l'Empire... » Puis, s'adressant aux Akademiker, von Papen les presse d'apporter au nouveau régime leur appui loyal et leur collaboration sans réserve. « Je suis convaincu, conclut-il, qu'une mission historique d'une importance capitale incombe aux catholiques allemands. Bien que nous ne constituions qu'une minorité, si nous voulons nous engager à pleines voiles dans cette voie, nous jouerons le rôle qui nous revient et sans lequel jamais l'Allemagne ne sera vraiment restaurée ». A cette adjuration, l'Abbé Ildephons Herwegen joint ses instances : « puisqu'au moins le spirituel est désormais soustrait, de plein accord, à la « totalité » des pouvoirs réclamés par l'État, qu'on collabore ». La plupart des évêques d'ailleurs, si méfiants qu'ils restassent dans le secret de leur âme, expriment, eux aussi, publiquement, leur gratitude au chancelier. On voudrait pouvoir reproduire en entier la lettre que, dans ces circonstances, le cardinal Bertram adressait à Hitler au nom de la Conférence de Fulda.

Il y avait un certain mérite pour l'Église catholique à opérer ainsi en quelques mois une volte-face aussi déconcertante. Aussi longtemps que le national-socialisme n'avait été qu'un parti, elle avait condamné sa doctrine telle qu'on l'exposait dans les congrès, les programmes, les discours; elle avait même été juqu'à refuser la communion et les obsèques religieuses aux catholiques adhérents du nouveau parti, à interdire aux prêtres l'exercice du ministère. Or, aujourd'hui que ce parti devenait l'État, elle lui accordait la dissolution des organisations catholiques vouées, sur le terrain civique, à la défense de ses intérêts, concluait avec lui un concordat, laissait les plus en vue de ses fidèles servir ce parti dans les fonctions les plus élevées de l'administration. Ces sacrifices, exigés par les circonstances de fait, nécessaires à la paix publique, indispensables à la sauvegarde des droits des consciences, nombre de fidèles ne les comprenaient pas. Ceux-là surtout qui, écartés des fonctions publiques, se voyaient traqués jusque dans leurs moyens d'existence pour le seul fait d'avoir autrefois appartenu au Centre, éprouvaient le sentiment d'être lâchés, et accusaient

la hiérarchie de ne songer, de haut en bas, qu'à ses propres intérêts. L'ignorance aidant où ils étaient des angoisses qui torturaient l'âme de leurs pasteurs, ils développaient autour d'eux, à l'égard de l'épiscopat, une atmosphère de méfiance, presque de mépris.

De ces critiques amères, l'écho pourtant n'était pas général. Il faut même le souligner ici : dans bien des milieux, surtout ecclésiastiques, on n'était pas éloigné de trouver un caractère quasi providentiel à ce balayage par les nazis de beaucoup d'organisations catholiques. Nées du Kulturkampf, elles s'étaient perpétuées comme une tradition plus encore que comme une nécessité, puis multipliées jusqu'à étouffer toute initiative individuelle. On ne pouvait plus manœuvrer que dans des cadres reconnus, sous des formules aussi surannées que vieillis étaient les chefs qui considéraient leurs fonctions comme des fiefs. « Nous autres Allemands, me disait un jour, en sortant d'une église, un prêtre qui avait voyagé, nous prions par bancs, nous pensons par bancs, nous marchons par bancs; vous autres, Latins, la chaise est votre symbole. Vous gardez l'initiative, l'individualité... N'admirez pas trop nos organisations... » Le plus grave n'était pas qu'un droit de priorité en faveur de ces organisations mît partout obstacle à la création de nouvelles formes, plus jeunes, plus vivantes, mieux adaptées aux besoins du temps : c'était que beaucoup de catholiques en étaient venus à mettre leur confiance beaucoup moins en Dieu, la prière, le développement individuel de la culture surnaturelle, que dans l' « Organisation ». Dans la plupart des paroisses, les vicaires gémissaient de voir leur vie intérieure dévorée, anéantie, par la multiplicité des œuvres extérieures. Et plus d'un répétait : « Nous sommes organisés pour la mort ».

Secrète, mais assez répandue, cette désaffection à l'égard de la lourde machine — on disait là-bas : l'apparat — dont le poids écrasait toute la vie catholique, devait valoir aux nazis, au début surtout, la sympathie de beaucoup de membres du clergé. Enclins d'ailleurs à sous-estimer la personnalité du **Führer, ceux-ci ne voulaient non plus voir en lui qu'un tribun.**

N'ayant pas lu *Mein Kampf*, le voyant, le prophète leur échappait. L'aveuglement national aidant, l'œuvre d'assainissement et de relèvement réalisée en quelques mois jetait un voile sur tout le reste. « En six mois, me disait en 1934 le secrétaire général d'une ligue catholique contre l'immoralité publique, nous avons plus obtenu des nazis qu'en quatorze ans des hommes du Centre ». Aussi, quelles que fussent les entreprises du parti contre les libertés chrétiennes, on se persuadait qu'elles étaient le fait de quelques individus, non du parti. « Comme tout parti au pouvoir, celui-ci s'assagirait ». Le mal, pouvait-on lire dans des revues catholiques à grand tirage, n'est pas dans les programmes du national-socialisme, mais dans trop d'éléments fâcheux qui se sont glissés parmi son personnel... » Comme si la lecture de *Mein Kampf* ne suffisait pas à mettre en garde contre le peu d'importance des programmes; comme si, surtout et avant tout, l'essence du national-socialisme n'était pas dans le corps de doctrine esquissé dans *Mein Kampf*, au service duquel le parti n'était qu'un instrument de combat (p. 457) (1).

Les mois cependant se succédaient. Sur toute l'étendue de l'Allemagne, les nationaux-socialistes se comportaient à la manière d'une armée d'invasion ou mieux d'occupation. A mesure que disparaissaient les libertés, les possibilités de résistance diminuaient aussi. Au cours de l'année 1935, si les yeux s'ouvrirent aux réalités, toute tentative de réaction aussi s'avéra grosse de conséquences et inutile. Les évêques pouvaient protester, ce n'était pas à eux qu'on s'en prendrait mais aux plus petits de leurs clercs ou de leurs collaborateurs. Qu'ils lançassent par exemple une lettre épiscopale, les curés pouvaient en donner lecture en chaire, mais par ordre de police les vicaires se voyaient formellement interdire tout exercice public des fonctions du culte, l'imprimerie d'où sortaient les exemplaires était confisquée au profit de l'État, les compositeurs et porteurs envoyés au camp de concentration. Où qu'elles se produisissent

(1) Nous nous reportons toujours à la traduction intégrale de *Mein Kampf* par MM. Gaudefroy-Demombynes et Calmettes, parue aux Nouvelles Éditions latines.

d'ailleurs, à quoi aboutissaient le plus souvent les réactions catholiques ? à mettre plus rapidement les fonctionnaires, les écoles, les familles, en présence d'exigences moins acceptables encore.

Les catholiques fidèles constituant partout une minorité de gens impuissants, fallait-il pousser à bout la résistance ? Deux conditions alors eussent été indispensables : l'accord complet de l'épiscopat — il fut long à se faire —, l'autorisation de Rome : elle était refusée. L'Église d'Allemagne ne s'était pas sentie assez unie, assez sûre non plus de tous ses fidèles, quand avait sonné l'heure où, par une levée épiscopale de boucliers, elle aurait pu retarder le déchaînement de l'orage; cette heure était maintenant passée. Le Pape redoutait que, libre de violer partout impunément les droits les plus essentiels du citoyen et du chrétien, les devoirs les plus élémentaires de justice sociale, les engagements le plus librement souscrits, le régime national-socialiste ne trouvât dans cette insurrection prétexte à des mesures plus iniques encore. Aux Ordinaires, le Vatican demandait donc seulement un compte exact de leurs sujets de plainte. Chaque jour, en son nom, le Nonce en déposait officiellement un relevé entre les mains des autorités de l'Empire. Qu'une crise de confiance travaillât les milieux catholiques, tout l'épiscopat le savait, et il en souffrait cruellement...

Le jour pourtant approchait où, la mesure étant comble, le Pape devrait parler, exposer loyalement aux catholiques allemands les motifs élevés du silence gardé par lui et par l'épiscopat. Mais ce jour-là, il pourrait à bon droit prendre à témoin le monde entier que si, « durant les années difficiles et lourdes d'événements qui ont suivi la conclusion du concordat, chacune de ses paroles avait été prononcée, chacun de ses actes accompli, sous la loi de la fidélité aux traités, de l'autre côté au contraire, on s'était quasi fait une loi de fausser le contrat en le détournant de son but, de le vider de son contenu, finalement de le violer de façon presque officielle ». Désormais, devant Dieu, la nation allemande, l'histoire, quelles que pussent être les conséquences d'une protestation publique — les camps de concentration

la Saint-Barthélemy allemande (30 juin 1934) disent assez haut ce dont le régime est capable — ni le Vatican, ni l'épiscopat n'en porteraient la responsabilité.

II

Comment, sous quelles influences, le régime national-socialiste en est-il venu à développer, contre les croyances et les libertés chrétiennes, une attitude hostile et agressive, il est d'autant moins superflu de poser la question que cette attitude semble, à première vue, en opposition flagrante avec certaines déclarations d'Hitler dans la Bible du parti, « Mon Combat ».

Traitant dans cet ouvrage du mouvement pangermaniste, voici en effet textuellement ce qu'il écrit, p. 112-122 :

« Pendant mon séjour à Vienne, j'ai réfléchi sérieusement à toutes ces questions et j'ai vu dans leur méconnaissance l'une des causes principales de l'effondrement d'un mouvement qui, à mon avis, était naguère destiné à prendre le sort des germains entre ses mains... Le dur combat que le mouvement pangermaniste livra à l'Église catholique n'a pas d'autres causes que le manque de compréhension des états d'âmes du peuple... Celui qui pense arriver à une réforme religieuse par le détour d'une organisation politique révèle seulement par là qu'il n'a pas la moindre compréhension de l'évolution des conceptions religieuses ou même des dogmes, ou de ce qui la détermine pour les Églises ». Puis, prenant à parti « les vauriens parlementaires ...les rusés renards qui, sachant fort bien que tout cela n'a rien à voir avec la religion et l'Église, rendent celles-ci responsables des fautes de chacun », le prophète glorifie l'une et l'autre, non sans humour, éloquence, et hauteur de vue. « Quand des dignitaires de l'Église, poursuit-il alors, se servent d'institutions ou même de doctrines religieuses pour porter atteinte à leur race, on ne doit jamais les suivre dans cette voie ni les combattre par les mêmes armes. Les idées et les institutions religieuses de son peuple doivent rester toujours inviolables pour le chef politique, sinon, qu'il cesse d'être un homme

politique et qu'il devienne un réformateur, s'il en a l'étoffe. Une autre attitude, en Allemagne surtout, doit conduire à une catastrophe... Même si telle ou telle confession donne vraiment prise à la critique, un parti politique ne devra jamais oublier le fait que l'histoire n'enregistre aucun exemple où un parti purement politique, dans des circonstances analogues, ait pu aboutir à une réforme religieuse... »

Arrêtons là ces citations. Il est temps de se demander comment, parvenu au sommet du pouvoir dictatorial, l'homme qui a écrit ces lignes a pu conclure par ces paroles la dernière entrevue qu'il eut avec le cardinal Faulhaber : « *Eine Romfreie Nationalkirche ist mein Ziel und ich werde es erreichen* » : « une église nationale libre de Rome est mon but, et je l'atteindrai » (1).

La réponse à cette question, il faut la chercher à la fois dans la nature du mouvement qui a porté Hitler au pouvoir et qui l'y maintient, dans l'état moral de l'Allemagne dont le national-socialisme a pris possession, enfin dans la doctrine nationale-socialiste elle-même.

Quelle que soit sa valeur comme tribun et meneur des foules, jamais Adolf Hitler ne serait arrivé au pouvoir si trois mouvements spécifiquement allemands, et qui, depuis plus d'un siècle, travaillent l'Allemagne entière, n'avaient trouvé dans le national-socialisme le pôle de leurs aspirations : la prétention d'abord de rassembler en une seule nation et État tous les peuples de race et de langue germanique, puis de réaliser, par la centralisation et l'unification, cette « unité allemande », source de la force, unique instrument de la grandeur et de la richesse; la volonté ensuite de mettre un terme au déchirement — cause séculaire d'affaiblissement — de la nation en confessions hostiles fondées sur des dogmes d'origine étrangère à l'histoire et à l'âme germanique; le désir profond enfin d'une rénovation nationale sur la base d'une mystique religieuse vraiment populaire. Quand le national-socialisme s'affirma comme un système

(1) On sait que c'est cette déclaration qui provoqua il y a quelques mois le départ immédiat pour Rome d'un certain nombre de cardinaux et d'évêques allemands.

complet, national, politique, social, religieux, une philosophie vraiment germanique de la vie, les adhérents des organisations libérales et libres-penseuses vouées à la poursuite de ces buts, pressentant dans le Führer le Messie qui allait enfin donner satisfaction à leurs aspirations, rallièrent en grand nombre le parti hitlérien. Ainsi renforcé, celui-ci vit immédiatement se développer dans son sein un mouvement d'allure plus culturelle et politique que sociale qui, de jour en jour, prit plus d'importance, s'affirma plus universel, et poussa, avec plus d'exigences, au premier plan, la Weltanschauung, le message d'Hitler à la nation allemande. A mesure que, absorbé par les soucis du pouvoir, le Führer abandonnait davantage à des lieutenants énergiques : Rudolf Hess, la direction du parti; Rosenberg, le mouvement culturel; Rœhm, les sections d'assaut; Baldur von Schirach, la jeunesse hitlérienne... etc., les revendications sociales formulées dans le programme officiel cédèrent davantage le pas, sous l'influence de Rosenberg, grand Maître de toutes les institutions culturelles et dictateur de la pensée, à d'autres préoccupations. Conscientes de cette déviation les Sections d'Assaut commencèrent à murmurer... On sait comment, le 30 juin 1934, une Saint-Barthélemy vint débarrasser Hitler et Rosenberg du souci de poursuivre la révolution populaire et socialiste qu'elles réclamaient. Depuis lors, chaque jour, s'affirme davantage, en même temps que l'influence prépondérante, à l'intérieur du parti, de ces éléments, radicalement hostiles à tout ce qui est d'origine chrétienne et latine, leur volonté d'imposer à la nation allemande, sans distinction de région, de profession, ou de classe sociale, une religion unique de conception purement germanique : la Weltanschauung.

Cette nation allemande, sous quel aspect moral se présente-t-elle aux yeux de ces doctrinaires? Le voici. A droite et à gauche, deux minorités de croyants, chrétiennes toutes deux, mais hostiles, irréductibles : les catholiques et les évangéliques. Au total, chez les catholiques : 20 millions de baptisés, moins du tiers de la population de tout l'empire. Mais cette minorité est fortement organisée, solide dans sa foi, active et rayonnante.

Pauvre dans l'ensemble, elle doit à la tenue de sa vie morale de s'élever sans cesse, en dépit de difficultés inouïes. « L'Allemagne, écrit au lendemain de la guerre un théologien protestant, ouvrira un jour les yeux et elle verra qu'elle est devenue catholique. Cela peut paraître impossible, mais cela devient cependant plus vrai chaque jour. Dans la Prusse seule, de 9.628.280 contre 28.318.470 protestants en 1885, les catholiques ne sont-ils pas montés en 1910 à 14.786.124 contre 25.583.350 protestants ». Dans ce fait d'ailleurs, nul plus violemment que les évangéliques croyants ne dénonce un danger pour l'Allemagne.

De ceux-ci qui donc oserait estimer le nombre ? Ils existent, c'est certain, et, depuis la révolution de novembre surtout, ils le prouvent par une recrudescence d'agitation anti-catholique. Pour avoir sous-estimé leur nombre, les nationaux-socialistes verront bientôt celui-ci s'enfler à mesure que ces évangéliques se sentiront plus directement menacés dans leur foi au Christ. Mais, « organisations pour les gens en situation », les Églises luthériennes et calvinistes ont complètement perdu la clientèle de la jeunesse du prolétariat — voire des classes moyennes. « Encore dix ans, écrivait le 15 mai 1914 la *Wartburg*, revue évangélique, et si le protestantisme ne reçoit pas toute une série de secours inattendus, il ne possèdera plus en Prusse la moitié de la jeunesse ». Ajoutez que, minées par plus de huit cents sectes qui chaque jour leur arrachent un peu plus de ce qu'elles ont de meilleur, les Églises officielles ne vivent plus précisément que de leur caractère officiel. Veut-on voir caractériser dans un exemple la minorité qu'elles représentent ? Dans de grandes villes comme Brême, Hambourg, Hanovre, Brunswick, Magdebourg, cités en immense majorité protestantes, la totalité des fidèles présents le dimanche au service religieux de 10 heures — le seul — dans les quatre églises principales, n'égale pas le chiffre des catholiques assistant le matin à la messe de sept heures dans une église où les messes se succéderont cependant jusqu'à midi. Le reste, la foule, les masses ? Dépourvues de croyances positives, sans frein ni loi

elles ont presque totalement versé dans l'anarchie morale.

On a tout dit, depuis vingt ans, sur cet effondrement de l'Allemagne dans le paganisme et le matérialisme, avoué du côté protestant aussi bien que catholique. Contentons-nous de deux citations. « ...La réalité, écrivait dans la *Germania* en août 1924, lors du congrès des catholiques de Hanovre, le Dr. Sonnenschein, secrétaire général des groupes d'études sociales d'étudiants catholiques, c'est que nous vivons dans un monde païen. Catholiques, regardons les choses comme elles sont. Ce n'est plus seulement d'indulgences, de confession, de culte de la Vierge qu'il s'agit : il y va des assises du christianisme. C'est la construction sociale toute entière qu'il faut arracher au paganisme. Une responsabilité énorme pèse sur nous. Si nous défaillons, nous catholiques, c'est tout le christianisme que nous laissons s'effondrer. » Les protestants croyants ne parlent pas autrement : « Dans toute l'histoire des deux cents dernières années du peuple allemand, écrit dans sa revue *Das Kreuz von Golgotha* (sept. 1925) le pasteur Clausen, du Schleswig-Holstein, on n'a jamais vu une jeunesse aussi follement déchaînée qu'aujourd'hui... En présence de ce qui se passe sous nos yeux, il n'y a plus qu'un sujet de conversation : cette jeunesse mettra en morceaux les derniers restes de la grandeur de l'Allemagne. Depuis que j'ai quitté l'église de Schleswig-Holstein et que je suis allé à Kiel, j'ai constaté sérieusement cet état de choses et j'en suis épouvanté. Je vois les enfants qui, pour se préparer à la confirmation, viennent assister à mes cours : ils ne savent pas même les dix commandements. Inutile de parler des vérités de la foi chrétienne et des autres matières du catéchisme : l'Église et l'école ont complètement renoncé à enseigner la religion à la jeunesse. Je connais bien des pasteurs, surtout dans le camp des modernes, qui travaillent la jeunesse, mais que peuvent-ils bien lui donner, eux, qui n'ont plus rien que des idées antichrétiennes sur Dieu et sur le monde ? » Et, en effet, 90 % des pasteurs ne croient plus à rien. Dans cette masse énorme d'incroyants, pourtant, bien des âmes aspirent à retrouver une mystique qui donnerait un but à leur existence. D'où vient

qu'elles ne l'ont pas trouvée dans les églises chrétiennes? Du fait, répondent à l'envi professeurs, docteurs, juristes, instituteurs, que, par leurs origines comme par leurs doctrines, ces églises sont vraiment trop étrangères à l'âme germanique. Inutile de chercher ailleurs l'explication de leur faillite... Et toute l'histoire des luttes religieuses que l'Allemagne a connues depuis Witikind sort à point pour introduire ce programme : « Dehors les étrangers. Rendons aux germains une religion issue des profondeurs de leur âme, dont le dieu leur soit saisissable, intelligible. » Cette religion c'est la Weltanschauung.

Qu'en dépit des déclarations reproduites ci-dessus, Hitler ait eu, depuis longtemps, la prétention de refaire un monde allemand sur ces bases théologico-sentimentales; qu'il n'ait vu, prophète et messie, dans son national-socialisme qu'une doctrine; que cette doctrine, il se soit résolu à l'imposer par tous les moyens en son pouvoir, comme pierre fondamentale de l'unité morale de son peuple, il est difficile d'en douter, quand, après ses discours, on relit attentivement *Mein Kampf*. C'est à satiété en effet, que, dans toutes ses harangues, il revient sur cette idée que le national-socialisme n'est pas un parti politique mais une doctrine; une philosophie complète de la vie nationale, sociale, religieuse; un évangile nouveau, spécifiquement germanique, seul capable de replacer la nation allemande à la tête des nations du monde. Or qu'avait-il écrit dans *Mein Kampf* : « les partis politiques sont enclins à des compromissions : les doctrines philosophiques jamais; les partis politiques composent avec leurs adversaires, les doctrines philosophiques se proclament infaillibles (p. 452)... elles ne sauraient composer avec une autre (p. 453). Le christianisme n'est pas devenu si grand en faisant des compromis avec des opinions philosophiques de l'antiquité à peu près semblables aux siennes, mais en proclamant et en défendant avec un fanatisme inflexible son propre enseignement (p. 350). Chacun peut aujourd'hui constater à regret que, dans le monde antique, beaucoup plus libre que le nôtre, le christianisme a introduit avec lui la première terreur

spirituelle; mais il ne peut rien au fait que, depuis cette époque, le monde vit sous le signe et sous la domination de cette contrainte. Or on ne brise la contrainte que par la contrainte, la terreur que par la terreur (p. 452)... Quiconque souhaite donc réellement et sérieusement la victoire des idées racistes doit se pénétrer de l'idée que ce triomphe exige d'abord nécessairement l'intervention d'un parti de combat (p. 457). Le christianisme non plus n'a pas pu se contenter d'élever ses propres autels, il lui fallait procéder à la destruction des autels païens. Seule cette intolérance de fanatique devait créer la foi apodictique; elle en était une condition première absolue... Les hommes qui veulent sortir notre peuple allemand de sa situation actuelle... ont simplement à rechercher et à déterminer comment on peut supprimer ce qui en fait existe. Or une doctrine pleine de la plus infernale intolérance ne sera brisée que par la doctrine qui lui imposera le même esprit, qui luttera avec la même âpre volonté et qui, par surcroît, portera en elle-même une pensée nouvelle, pure et absolument conforme à la vérité... Il ne faut jamais oublier que tout ce qui est dans ce monde véritablement grand n'a pas été obtenu de haute lutte par des coalitions mais a toujours été conquis par un vainqueur unique (p. 513). » Il est difficile, qu'on l'avoue, d'exprimer plus clairement cette idée : le national-socialisme restaurera l'Allemagne non point en collaborant avec les églises catholiques et évangéliques, mais sur la base unique de sa propre doctrine, par sa propre force, et sans souffrir aucun autel en face ou à côté de ses propres autels.

Que, les pleins pouvoirs accordés, le parti s'acheminât rapidement vers la réalisation de ce grand œuvre, c'était dans la logique des choses. Les églises évangéliques les premières s'en aperçurent. Moins cohérentes que l'Église catholique, moins soutenues par l'opinion étrangère, on pouvait espérer les voir céder rapidement, s'unir puis s'unifier, enfin servir de cadre à la religion nationale allemande. Il semblait un jeu d'en finir ensuite avec la minorité catholique. A la vérité, la foi et la vie du Christ y tenaient encore trop de place pour

qu'on en vînt si facilement à bout (1). S'en prenant aux catholiques, les hitlériens n'allaient pas tarder à faire de ce côté la même expérience.

III

C'est au lendemain du plébiscite qui suivit la nuit du 30 juin 1934, la mort d'Hindenburg et l'élévation d'Hitler au rang de Reichsführer, que le régime parut se déchaîner ouvertement contre les catholiques. Frappés de constater que, dans toutes les communes, villes, ou régions en majorité catholiques, le vote ne donnait au parti qu'une minorité, alors que les régions qui avaient toujours voté communiste lui apportaient des majorités écrasantes, les chefs hitlériens comprirent que les catholiques se taisaient mais n'adhéraient pas. Une mise au pas s'imposait : la manœuvre s'ouvrit, sur tout le territoire à la fois, par des perquisitions. Religieux ou religieuses virent la Gestapo (*Geheime Staats Polizei*, Police secrète d'État) envahir leurs domiciles, fouiller tiroirs et rayons, emporter archives administratives, registres de procures, correspondances et papiers. Bientôt des arrestations suivirent, rendues plus inquiétantes par la mise au secret; puis commencèrent deux séries successives de procès : procès des devises, et procès des mœurs. Des supérieurs généraux de congrégations, des religieux et des religieuses, des curés et des vicaires, un évêque même, furent traînés devant les tribunaux, calomniés à grand tapage dans toute la presse nationale-socialiste sans que personne fût admis à prendre leur défense.

Ce déchaînement de passions et de haines ne marque pourtant les débuts du Kulturkampf que pour des spectateurs peu avertis de ce qui se passe en Allemagne. Quand il se produit, il y a déjà beau temps qu'une déchristianisation systématique se poursuit avec acharnement dans tous les domaines de la vie publique et privée. L'heure n'est pas venue, et ce n'est pas

(1) Cfr nos articles de la *Nouvelle Revue Théologique*, de mai 1934 à mai 1935.

non plus ici le lieu d'écrire une histoire du second Kulturkampf allemand; pour mettre cependant l'encyclique en plus vive lumière, nous esquisserons à grands traits les caractères sous lesquels il se présente à ses débuts.

Dès 1933 un mot d'ordre était donné : ne pas faire de martyrs mais des apostats. Il ne s'agit pas d'enlever les évêques et les curés aux fidèles, ni d'en remplir prisons et camps de concentration; il faut arracher les fidèles aux évêques et aux curés. Par quels moyens ? En privant la hiérarchie de tous ses moyens d'influence extérieure : presse, organisations, réunions; en inculquant systématiquement à la jeunesse, encadrée et travaillée depuis la plus tendre enfance, l'idéal et les idées nationales-socialistes; en contraignant tous les citoyens adultes, sous peine de chômage non subsidié, à entrer dans les organisations corporatives du IIIe Reich; en exigeant la rupture officielle d'avec leur église, de tous ceux qui voudront rester membres du parti. Parallèlement à ce travail confié au parti, le gouvernement poursuivra l'œuvre sur un autre terrain, celui de la législation. Celle-ci d'ailleurs s'adaptera progressivement aux exigences développées par la campagne menée dans le pays. Pour être moins remarquée au dehors, parce qu'elle se poursuit dans le cadre de la légalité, par la voie des tribunaux, la déchristianisation de la vie publique et privée, dans tous ses domaines, mais surtout dans celui du mariage, de la famille, de l'éducation, se poursuit dès lors avec un acharnement méthodique. Chacun des droits fondamentaux de l'homme remporté sur la nature, et qu'a fixé dans le code civil l'esprit chrétien, humanitaire, libéral, est impitoyablement rendu à la nature. Au nom de la Weltanschauung, de nouvelles lois biologiques ou formules racistes sont sans cesse érigées en principes de droits. Principes de valeur temporaire au reste car, suivant le ministre du Reich Dr. Frank, dictateur de la justice du IIIe Reich, président de l'Académie pour le Droit allemand, chef de l'Union des juristes allemands nationaux-socialistes, « c'est peine inutile d'essayer de fixer l'idée nationale-socialiste dans des formules, donc **également dans des formules juridiques ou contractuelles** ».

Exception faite évidemment de celles-ci, et quelques autres encore : le droit vital germanique ne peut entrer en composition avec le droit formaliste orientalo-romano-chrétien; l'intérêt public prime l'intérêt privé; la famille et le mariage ne sont pas une affaire privée; l'enfant appartient à l'État... « Les lois formalistes existantes, répète le Dr. Frank, ne doivent pas être des chaînes pour le juge, mais seulement des points d'indication, qu'il doit, le cas échéant, observer ou négliger, suivant qu'elles sont utiles ou nuisibles au peuple et à l'État national-socialiste ». Aussi les ordonnances racistes promulguées en 1933 sont-elles déjà considérées comme insuffisantes et réclamant une extension. Soulignons-le tout de suite. Les dégâts que cette *biologisation* de la législation a faits, non seulement à l'Église mais à tout l'ordre chrétien, sont infiniment plus graves et plus lourds de conséquences que toutes les blessures reçues dans les escarmouches du Kulturkampf quotidien.

Ainsi libérée des entraves juridiques et contractuelles, l'action nationale-socialiste, suivie plutôt que précédée par la législation, se développe avec ensemble dans tous les *Gau* où elle est énergiquement soutenue par les *Gauleiter*. Tous les quinze jours un cahier d'instructions, émané du ministère nazi du mouvement culturel, directeur Rosenberg, vient maintenir l'unité de vue et rafraîchir l'impulsion. Une somme énorme d'activité, d'énergie, de travail, d'imagination, se dépense ainsi à la recherche d'un état de choses, nouveau dans tous les domaines, expression provisoire du sentiment collectif national-socialiste.

Bismarck et les nationaux-libéraux, en déchaînant contre la vieille culture chrétienne la guerre pour la culture germanique, avaient du moins laissé des armes à leurs adversaires : la parole dans les assemblées, la plume pour les combats de la presse. Hitler et les nationaux-socialistes ont commencé, eux, par leur arracher l'une et l'autre. Aussi bien du côté protestant que catholique, il n'y a plus, depuis longtemps, dans toute l'étendue du Reich, un seul organe quotidien indépendant. Par suite de l'obligation imposée aux imprimeries, journaux, périodiques, même strictement religieux, d'être propriété effective d'un

individu judiciairement déclaré; à tous les directeurs et rédacteurs de ces entreprises, d'être membres de la Chambre de presse du Reich, organisation corporative des publicistes, et d'en accepter les ordonnances et règlements; d'insérer enfin, sans commentaire, tout ce que communique le Ministère de la Propagande, la presse politique catholique s'est rapidement évanouie ou transformée. Les organes qui subsistent n'ont plus aucun droit de s'occuper d'affaires religieuses, pas plus d'ailleurs que la presse religieuse — les Sonntagsblätter par exemple — n'est autorisée à s'occuper de politique — donc de procès. Qu'il y aurait à dire sur ce chapitre! La critique des films ainsi que la publication de romans religieux ne sont-elles pas interdites à toutes les Semaines religieuses, comme ne relevant à aucun titre de leur domaine? Veut-on savoir d'un trait jusqu'où va aujourd'hui cette domestication de la presse? Pendant les quinze jours qui précédèrent l'abdication du roi Édouard VIII, alors que la presse du monde entier en entretenait le public, pas un journal allemand ne fut autorisé à s'occuper de l'événement... et tous obéirent. Les centres de censure ont été multipliés; rien n'y échappe; tout y est lu, jugé, et souvent condamné avec un arbitraire dont un seul exemple montrera le ridicule : un professeur de la faculté de théologie de Paderborn ayant publié un traité sur l'*Église corps mystique du Christ*, le censeur inscrivit aussitôt l'ouvrage à l'index de l'Empire. D'explications? aucune. Les nationaux-socialistes jugent toujours superflu de donner des raisons.

La plume brisée, ce fut le tour de la parole. Privés, par l'octroi des pleins pouvoirs, du droit de s'occuper des affaires publiques, les catholiques se virent rapidement mis au pas plus strictement encore par la campagne menée par la police secrète contre les *Miesmacher*, c'est-à-dire les esprits critiques. La Weltanschauung étant infaillible, le national-socialisme n'admet aucune critique. On ne s'attarde d'ailleurs point à citer les délinquants devant les tribunaux correctionnels ou autres : le camp de concentration est là, pour le délit d'opinion comme pour les autres et, comme jadis en pays occupé, au temps de la grande guerre, une dénon-

ciation suffit. Au prêtre catholique pas plus qu'au pasteur protestant de l'église confessionnelle, aucun droit, ni de réunion, ni de parole, n'est laissé hors des églises, souvent même : dans les églises. Éclairer au prône les fidèles sur les erreurs religieuses de Rosenberg, ou s'en prendre aux calomnies qu'il déverse contre la papauté, alors que ses livres doivent être mis dans toutes les mains, lus par tous les jeunes gens, et qu'il est interdit de les discuter dans les camps, vaut des mois de prison.

Ainsi bâillonnée, l'Église vit alors s'engager la campagne contre ses organisations de jeunesse et les écoles confessionnelles. Bien avant l'avènement d'Hitler, un pupille du Führer, Baldur von Schirach, avait créé, à l'imitation des Sections d'assaut, une « jeunesse hitlérienne ». Le Führer devenu chancelier, cette organisation fut immédiatement privilégiée. En janvier 1936, elle sera proclamée institution d'État; l'année suivante, les organisations dissidentes de jeunesse étant dissoutes, tous les jeunes gens, garçons et filles, seront contraints par une loi à s'inscrire dans les cadres de cette *jeunesse d'État*. Hier, le lieutenant de Baldur von Schirach proclamait que 95 % des enfants nés en 1926, et qui ont donc leurs dix ans accomplis, sont maintenant inscrits dans le *Jungvolk*, premier degré de la jeunesse hitlérienne. Le premier, en décembre 1933, l'évêque d'Empire Louis Müller avait, par décret, livré en bloc à Baldur von Schirach toutes les organisations paroissiales de jeunesse évangélique. Du côté des catholiques on s'était obstiné à rester sur ses positions. Alors s'engagea la lutte. Tandis que les directeurs d'unions de jeunesse sont partout perquisitionnés, espionnés, traqués, emprisonnés, « pour entente contre le régime avec les juifs et les communistes » — une ou deux visites *reçues* suffisaient pour baser l'accusation — les jeunes gens sont soumis, à l'école, à l'atelier, dans les bureaux, à une pression morale qui met en jeu non seulement leur avenir mais la situation économique immédiate — le pain quotidien — de leur famille. Une décision officielle vient encore faciliter l'œuvre des propagandistes en imposant à tous des séjours plus ou moins prolongés dans des camps dits d'instruction où ils deviennent l'objet d'une enquête

d'abord, d'un véritable travail de suggestion ensuite. Puis un jour d'autres décrets paraissent : aucun espoir n'est laissé aux jeunes gens d'obtenir du travail s'ils ne sont pourvus d'un brevet de six mois de séjour dans un camp de travail. Quelques mois encore et l'on verra mieux, car, sans distinction de classe sociale, étudiants d'université et grands séminaristes compris, toute la « Jeunesse d'Empire » devra passer par « le Service du travail ». L'instruction que de part et d'autre on reçoit dans ces camps, un petit livre (*Hitler et Rosenberg*, Paris, Bonne Presse, 5 frs) en a suffisamment donné l'idée pour qu'il soit nécessaire d'y revenir. Aujourd'hui, qu'un vicaire soit aperçu se promenant avec dix jeunes gens, ou jouant aux dominos avec cinq autres, il sera convoqué devant la police, pour reconstitution illégale d'union de jeunesse dissoute.

De là, partout, une atmosphère débilitante pour la volonté et la foi. De quelque côté qu'il se tourne, le jeune catholique n'est plus en contact qu'avec les affirmations, les manifestations, les traditions d'un seul esprit en contradiction radicale avec le christianisme. Comme le relève l'encyclique, non seulement l'histoire religieuse de l'Église, du christianisme, de l'Allemagne, est cyniquement déformée, mais les termes religieux mêmes dont tout chrétien est habitué à se servir : révélation, foi, immortalité, péché originel, humilité, grâce, Dieu même, sont vidés de leur contenu essentiel, ramenés à des conceptions profanes. Cette propagande incessante, implacable, poursuit le jeune homme depuis l'école jusque dans les sphères les plus intimes de sa vie : c'est une suggestion. Il ne peut presque plus rien lire sans y respirer le culte de tout ce qu'il devrait détester, le dénigrement de tout ce qu'il devrait estimer grand et vrai.

Arrêtons ici cette pâle esquisse des débuts du Kulturkampf. Il y a soixante ans, lorsque, poussé par les nationaux-libéraux, Bismarck se tourna contre l'Église catholique, le public se méprit souvent en attachant plus d'importance aux arrestations de curés, aux emprisonnements d'évêques, aux fermetures de couvents, aux expulsions de religieuses, qu'à la législation en qui pourtant les coups portés à l'Église du Christ prenaient

leur vrai sens. Ce serait aujourd'hui commettre la même erreur, sous prétexte d'écrire l'histoire des luttes religieuses, d'aligner simplement la série des actes arbitraires commis à l'égard des individus, des destructions et spoliations d'institutions, des abrogations de droits ou de libertés. Le Kulturkampf aujourd'hui n'est même plus principalement dans une législation qui évolue au gré d'une jurisprudence des plus fantaisistes : il a pour siège l'atmosphère nationale, la vie publique; il a pénétré l'intimité des familles où il dresse les enfants contre les parents. Pour raconter l'histoire des luttes religieuses en Allemagne c'est là qu'il faudrait pouvoir descendre... Ce que veut le national-socialisme c'est arracher au peuple allemand, dans sa totalité, la foi au Christ, et plus tard sa croyance au Dieu créateur, personnel, unique.

Encore à ses débuts, cette campagne sera poursuivie, on n'en peut douter, avec un acharnement méthodique. La victoire et la prépondérance, à l'intérieur des organisations nationales-socialistes, de l'aile gauche radicale sont désormais un fait accompli. Fortement groupés autour d'Alfred Rosenberg, les héritiers de cet esprit germanique déchaîné depuis des siècles contre Rome font corps, et la presse subit rigoureusement leurs lois. Le mot d'ordre est : pour que l'Allemagne vive enfin sous le régime d'une seule religion bien germanique : la Weltanschauung — ce qui est indispensable à sa restauration — il faut extirper au plus tôt tout souvenir chrétien de la législation, de la vie publique et privée, de la pensée même. Sur toute l'étendue du pays *Voelkischer Beobachter*, *Westdeutscher Beobachter*, *Schwarzes Korps*, *National-sozialistische Monatshefte*, *Stürmer*, etc... stimulent dans ce but, chaque jour, tous les membres du parti. Qu'Hitler soit désormais conquis à ce projet, un article très documenté de la *Neue Zürcher Zeitung* en apportait récemment la preuve. Interrogé sur son opinion relativement aux luttes religieuses actuelles, le Führer répondit que « ses amis, qui connaissaient le sujet, lui garantissaient que dans cent cinquante à deux cents ans personne ne parlerait plus du christianisme ». Pour Alfred Rosenberg, le prophète du *Mythe du*

XX^e siècle et le dictateur du mouvement spirituel en Allemagne, le Nationalisme a une tâche à remplir : remplacer le Christianisme par la Weltanschauung, rendre au peuple allemand un Dieu issu de sa conscience, fait à son image, et substituer au Christ, qu'il soit d'origine juive ou nordique comme plusieurs voudraient le prétendre, le Messie du national-socialisme. A ce programme comme à ce protagoniste s'adresse, sans aucun doute, cette phrase de l'Encyclique où l'on sent passer l'âme séculaire de celui à qui furent dites ces paroles : « Tu es Pierre, et sur cette pierre, je bâtirai mon église et les portes de l'enfer ne prévaudront pas contre elle » : « celui qui, dans une sacrilège méconnaissance de la différence essentielle entre Dieu et la créature, entre l'Homme-Dieu et les enfants de l'homme, ose dresser un mortel, fût-il le plus grand de tous les temps, aux côtés du Christ, bien plus, au-dessus de Lui ou contre Lui, celui-là mérite de s'entendre dire qu'il est un prophète de néant ».

Pierre DELATTRE, S. I.